

Face à la « Grande Migration »

L'actualité belge et internationale, et probablement les événements à venir, m'incitent à aborder un sujet que je n'ai traité que latéralement dans différents articles sur ce site et, précédemment, dans diverses revues. La parution du livre de Raffaele Simone, *La Grande Migration et l'Europe*, m'en donne l'occasion et le support critique. Ce livre, bien documenté et sans langue de bois, tente d'analyser la question migratoire en Europe en évitant le piège idéologique qui, écrit l'auteur, rend le phénomène « presque insaisissable ». Entre la vision de « l'Europe coupable » et celle du « Grand Remplacement », il convient d'abord d'établir les faits et de les situer dans l'histoire. Notamment celle des vagues migratoires vers l'Europe de 1945 à aujourd'hui, cela avec un recul économique et sociologique. Car il s'agit bien, selon Simone, d'un « Évènement fatal », d'un « aboutissement de la modernité » auquel il faut faire face. Pas seulement pour les pays d'accueil, mais également – on l'oublie souvent – pour les pays de provenance des migrants et réfugiés, y compris ceux de la partie ex-communiste du continent. Certes, le phénomène dans ses diverses modalités ne touche pas que l'Europe, mais c'est cette dernière qui nous intéresse ici.

« La discussion n'est pas : est-ce qu'on remet en cause la séparation de l'Église et de l'État ? C'est : comment la décline-t-on avec un changement démographique »

Ihsane Haouach, ancienne commissaire du gouvernement belge auprès de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes

Interview au quotidien belge *Le Soir*, juillet 2021

« Si les Bangladais d'Angleterre constituent "la communauté bangladaise" et les Somaliens "la communauté somalienne", il est presque inévitable que les indigènes finissent par devenir "les Anglais". Or, si les choses évoluent ainsi, le sens de la nationalité partagée s'évanouira ; c'est un boulevard qui s'ouvre devant les slogans tels que "L'Angleterre aux Anglais" ».

Paul Collier, *Exodus* (livre publié avant le Brexit)

Un Évènement fatal

L'axe central du livre de Simone consiste à affirmer, arguments à l'appui, que le flux migratoire contemporain vers l'Europe n'est pas du même registre que celui que l'ouest du continent a connu après 1945 jusqu'à la fin des années 1990. Il s'agit au contraire d'un phénomène nouveau, de ce qu'il nomme un « Évènement fatal » de la même envergure et profondeur historique que la Révolution française ou la découverte du Nouveau monde par les Européens. Cela pour des raisons politiques, économiques, climatiques et démographiques – qui touchent surtout le sud et l'est de l'arc méditerranéen – mais également

technologiques, liées à la mobilité accrue et à la communication numérique. Voilà pourquoi l'auteur lui attribue une majuscule.

Par ailleurs, quand on remonte dans le temps, l'auteur fait remarquer ce fait souvent négligé que, même s'il y eût des précédents de souveraineté territoriale, la problématique migratoire n'est plus la même depuis l'existence de l'État nation et de ses frontières associées. Phénomène non sans rapport avec le développement de la démocratie et le contrôle politique d'un espace souverain (Cf. les réflexions d'un ancien internationaliste comme Debray, 2010). Voire même plus en amont, depuis la sédentarisation des populations comme conséquence de la révolution néolithique. En d'autres mots, le nomadisme lent dans un espace presque vide, propre à l'espèce humaine pendant des millénaires, s'est trouvé progressivement ralenti par l'établissement des communautés rurales puis urbaines. Cela hors les grandes invasions, ainsi que les aventures coloniales, principalement européennes. Ce sont ces dernières qui, jointes aux tragédies du XX^e siècle, soit le fascisme et le nazisme (le communisme marxiste-léniniste n'étant pas occidental dans ses mises en œuvre dévastatrices), ont amplement participé à l'idéologie de « l'Europe coupable », que nous examinerons plus bas.

Vagues migratoires vers l'Europe

Mais revenons d'abord plus près de nous, en examinant les trois vagues migratoires qui ont touché l'Europe depuis la fin de la Seconde guerre mondiale et celle des empires coloniaux. La première vague est liée à la période de reconstruction et de pénurie de main-d'œuvre à partir de 1945. Elle concerne principalement des Européens du sud (Italiens, Espagnols, Portugais et Grecs), des travailleurs du Maghreb, alors encore sous domination coloniale pour quelques années, et de Turquie. Il s'agit très majoritairement d'hommes seuls qui sont invités à venir travailler en Europe du nord pour une période donnée, notamment par le biais d'accords internationaux. D'où l'appellation de « gastarbeiter » en Flandre et aux Pays-Bas, et « gastarbeiter » en Allemagne fédérale – le terme sera utilisé dans la Russie post-soviétique : гастарбайтер. « On pensa donc », comme l'écrit Albert Bastenier (2005) « que, de cette manière, un terme était mis à un phénomène dérangeant mais qui, en définitive, n'aurait été qu'une parenthèse dans l'histoire de l'Europe industrielle de l'après-guerre : juste de quoi combler transitoirement une pénurie accidentelle de sa main-d'œuvre. »

Mais un autre flux contemporain du premier, suite à la signature de la Convention de Genève en 1951, sera celui des réfugiés, d'abord surtout originaires d'Europe de l'Est, principalement de Hongrie dans la foulée des événements de 1956. Ici aussi, l'asile accordé après une procédure légale d'examen de la demande, est supposé être temporaire jusqu'à ce que les motifs de persécutions aient disparu du pays d'origine. Nous sommes par ailleurs dans la période d'avant la libre circulation des personnes instaurée par Schengen (1995) ; les migrants ou réfugiés reconnus sont, comme les autres nationaux, contrôlés aux frontières des Etats européens. La mobilité des personnes et des messages est par

ailleurs nettement plus réduite qu'aujourd'hui. Les réfugiés qui obtiennent la nationalité du pays d'accueil s'intègrent, les « travailleurs invités » ne sont que de passage, leur famille demeurant au pays.

Vient ensuite la seconde vague, après la décolonisation, dans un contexte d'accroissement de la mobilité et de modification de certaines politiques. Les « travailleurs invités » extra-européens eurent la possibilité de rester et de faire venir leurs familles par regroupement familial, les Européens du sud deviennent progressivement tous membres de la future Union européenne et les réfugiés reconnus se sont pour la plupart intégrés. En Belgique, les migrations de travail se sont arrêtées en 1974, mais les regroupements familiaux continuent d'alimenter les flux et modifient la nature des communautés migrantes qui constituent des diasporas. L'arrêt de l'immigration tend par ailleurs à transformer les demandes d'asile en mode alternatif d'entrée en Europe, les ouvertures de frontières (Albanie) ou conflits proches (guerre des Balkans, Caucase) ou plus lointains (Moyen-Orient et Asie du Sud-Est) alimentent de nouveaux flux de réfugiés. Les migrations de travail continuent dans certains pays (dont le Royaume-Uni). Enfin, l'élargissement de l'UE aux pays d'Europe centrale et orientale crée des flux Est-Ouest qui ne sont pas sans conséquences démographiques et politiques dans les pays d'origine. Avec la création de l'espace Schengen, les migrants ou réfugiés admis dans un pays européen membre peuvent par ailleurs librement circuler dans l'ensemble de l'espace des pays membres, sans plus de contrôles aux frontières nationales des États.

Le tournant symbolique de 2015

La troisième vague, que l'auteur date symboliquement de 2015 mais qui avait commencé avant, est constituée d'une augmentation considérable des flux de réfugiés persécutés ou de migrants économiques en quête d'un avenir meilleur, consécutive aux guerres (Irak, Syrie, Libye, Afghanistan, Caucase...), à la croissance démographique de l'Afrique subsaharienne et à l'insécurité politique et économique qui y règne, au terrorisme islamiste et aux phénomènes climatiques. Il ne s'agit plus de réfugiés individuels ou de petits groupes, mais bien d'une masse considérable de personnes qui tentent d'atteindre l'Europe dans des conditions souvent dramatiques, tout en ayant davantage de moyens qu'auparavant pour la mise de départ et le payement des passeurs. En même temps, ces flux qui proviennent majoritairement de pays musulmans sont plus ou moins contemporains de la montée de l'islamisme (que certains réfugiés fuient), quiétiste ou djihadiste, qui s'est aussi implanté en Europe et signe de nombreux attentats.

Souvent, la présence d'une diaspora de la même origine facilite l'arrivée de nouveaux entrants, constituant des groupes de plus en plus nombreux dans certains quartiers urbains. Comme l'écrit l'économiste Paul Collier dans un livre très documenté (2019) : « *Les migrations produisent des diasporas et des diasporas produisent des migrations.* » L'articulation entre écarts internationaux de richesse, flux migratoires et diaspora est ainsi résumée par le même auteur : « *L'interaction de l'écart de revenu et de la diaspora crée un dynamique impressionnante et*

l'impude : le flux migratoire dépend dudit écart et du stock antérieur de migrants. À mesure que s'accroît ce stock, le flux augmente, de sorte que pour un écart donné, la migration s'accélère. »

De plus, et paradoxalement à première vue, la hausse de revenus dans les pays d'origine favorise la migration si l'écart de richesse avec le pays de destination reste attractif (voir aussi Stephen Smith pour l'Afrique subsaharienne). Comme l'écrit Collier : « *La croissance des revenus dans les pays pauvres a pour conséquence de rendre plus abordable le coût de la migration.* » Il faut en effet disposer de moyens financiers pour entreprendre une démarche migratoire, ce qui n'était pas le cas de la génération antérieure, comme l'analyse Smith pour l'Afrique. Ce qui fait dire à certains que l'aide au développement favorise les flux migratoires, comme la médecine occidentale la croissance démographique.

Enfin, de nombreux déboutés du droit d'asile ou de clandestins qui n'ont pas effectué de démarches restent en Europe, formant un groupe en expansion en marge de la société, ne bénéficiant d'aucun droit lié à la citoyenneté, sauf certains soins médicaux et la scolarisation des enfants (avec des variations selon les pays). Les nouveaux moyens de communication permettent de rester en contact avec le pays d'origine (chaînes de télévision et réseaux sociaux) ou avec les parents ou amis (téléphone puis *smartphone*). Ce dernier élément favorise le cycle migratoire par les réseaux, le maintien d'un lien fort avec la culture d'origine, la langue, les coutumes et la religion. Enfin, la natalité plus importante accroît le nombre d'issus de migrants ar la démographie interne. C'est à ce « changement démographique » qu'Ihsane Haouach faisait référence en évoquant une nouvelle « déclinaison » de la « séparation entre l'Église et de l'État » ce qui n'a pas manqué d'inquiéter dans le chef d'une commissaire du gouvernement belge.

En résumé, la « Grande Migration » dépend à la fois des « *push factors* » (motifs qui poussent à quitter le pays d'origine), des « *pull facteurs* » (facteurs attractifs du pays d'arrivée, dont la diaspora), des « tuyaux » (mobilité des personnes et des messages, passeurs et ressources) et de la dynamique interne des communautés immigrées. Il est, de ce point de vue, « un aboutissement de la modernité » comme matrice de la globalisation post-coloniale et des changements technologiques. Face à un phénomène de cette ampleur, quelles sont les réactions en Europe et les visions du monde qui les informent ? Et comment évoluent-elles ?

L'Europe douce et coupable

La troisième vague migratoire en Europe est, selon les termes de Simone, « un phénomène colossal aux multiples facettes » qui, malgré les signes avant-coureurs, prend l'Europe au dépourvu et dans une gestion de l'urgence, sans vision à long terme. Son attitude, avec des variations selon les pays, a été dans un premier temps « la posture douce et humaine, émotionnelle et irénique » (Simone). Cette attitude est la conséquence du sentiment de culpabilité post-colonial d'élites européennes, de ce que l'auteur nomme « le club radical » (courants

intellectuels et politiques « mondialistes » libéraux, de gauche et de droite¹⁾ qui agrège de multiples tendances et degrés de « radicalité ».

Dans sa version extrême, dont on trouve de nombreux exemple et que Pascal Bruckner, notamment, a décrit dans ses essais polémiques comme *Le sanglot de l'homme blanc*, *La tyrannie de la pénitence* ou *Un coupable presque parfait*, le malheur du monde est le fait des seuls Occidentaux et d'abord des Européens. Ils doivent expier leurs crimes, apurer la « dette de l'histoire », en ouvrant leurs frontières, voire en se niant eux-mêmes, comme l'ont fait certains responsables politiques en Suède. Dans cette optique, le migrant et le réfugié (ou leur communauté d'appartenance) sont des figures de « l'Autre » doué de toutes les vertus, capable de régénérer un Continent replié sur lui-même et vieillissant.²

On peut y ajouter, ce que Raffaele Simone ne fait pas explicitement dans son livre, un universalisme européen non questionné, niant la contingence géographique, historique et culturelle de l'avènement de la démocratie et des droits humains, pour en faire une sorte de caractéristique intemporelle des peuples et des individus, empêchés par l'impérialisme « blanc ». On en trouve des versions marxistes ou écologistes, mais aussi chrétiennes voire libérales. C'est également un des fondements de l'idéologie décoloniale pour laquelle le malheur du monde a en quelque sorte commencé en 1492, les sociétés colonisées étant « pures » avant la Conquête. En d'autres mots : en se considérant comme la seule source du Mal, certains Européens conservent leur monopole comme force agissante dans le monde, y compris contre eux-mêmes. Il y a beaucoup de présomption, voire d'orgueil insu, dans cette humilité, dont les racines sont sans doute chrétiennes. On peut même se demander s'il ne s'agit pas du dernier avatar paradoxal et inversé d'une posture coloniale qui perdure.

Le Grand Remplacement

L'autre grand récit idéologique identifié par Simone est bien entendu celui du Grand Remplacement, dont l'inspiration première n'est pas, selon lui, l'écrivain Renaud Camus mais bien la démographe française, spécialiste de l'immigration et partisane des statistiques ethniques (un tabou en France, supposée « une et indivisible »), Michèle Tribalat sous l'expression « procès de remplacement » dans *Faire France* (1995). Ajoutons que le propos de Tribalat n'est pas de même nature que celui de Camus, la démographe s'attachant à décrire un processus complexe à l'œuvre et non pas un projet des élites.

¹ « Il n'existe pas quelque chose comme une Nation », disait Thatcher (Collier, 2019).

² Un exemple parmi d'autres, ce texte écrit au moment des « Printemps arabes » : « Ainsi, des jeunes de plus en plus dopés aux nouvelles technologies de l'information et de la communication s'éveillent tandis qu'une Europe vieillissante se replie sur elle-même, incapable de dépasser ses peurs. Comment en effet ne pas constater l'opposition entre une aspiration à la liberté, qui sera à n'en pas douter un long chemin semé d'embûches, aux politiques cyniques frisant le racisme et l'islamophobie qui fleurissent ça et là en France, en Suisse, aux Pays-Bas, en Suède ou en Italie ? », dans Pierre Coopman, Pascal Fenaux, Pierre Vanrie, « Monde arabe et effet yoyo ? », *La Revue nouvelle*, avril 2011. On sait ce qu'il en est advenu depuis.

En quelques mots, cette vision du processus migratoire est pensée comme un projet démographique et politique dont les acteurs européens sont peu identifiés par Simone (sinon par l'indolence et le laisser-faire des autorités locales, pour des raisons électoralistes ou idéologiques), mais dont l'objectif est de remplacer à terme la population européenne de souche par des migrants, avec la complicité active ou passive, consciente ou innocente, de certaines élites occidentales (notamment économiques, mais aussi politiques, comme le PS français sur base d'une note de son think-thank Terra nova en 2012). Le processus n'est pas nécessairement violent, mais peut se passer par la voie des urnes avec le support des changements démographiques (ceux évoqués par Ihsane Haouach), comme dans le roman *Soumission* de Michel Houllebecq. Il s'agit en quelque sorte d'une « autodestruction » de l'Europe, comme l'a analysée de manière documentée le journaliste britannique Douglas Murray (2017).

A vrai dire, on voit la parenté entre cette vision, très peu développée par Simone, et celle de l'Europe douce et coupable. Cela parce qu'elle est assez différente de la vision de Renaud Camus dans laquelle il s'agit d'un véritable projet sociopolitique et économique des élites mondialisées, qu'il appelle aussi « le remplacement global ». Remarquons par ailleurs que cette vision ne parle pas du projet politique des « nouveaux entrants », en particulier celui des Frères musulmans, qui consiste à substituer, par la démographie et l'action politique, la loi religieuse au modèle démocratique occidental. Comme l'écrivait un de leurs idéologues majeurs, Sayyid Qutb : « Une autre direction de l'humanité s'impose ! La direction de l'humanité par l'Occident touche à sa fin, non parce que la civilisation occidentale a fait faillite sur le plan matériel [...] mais parce que le monde occidental a rempli son rôle et épousé son fonds de valeur qui lui permettait d'assurer la direction de l'humanité [...] L'islam seul est pourvu de ces valeurs et de cette ligne de conduite » (*Jalons sur la route de l'islam*, 1964). Dans ce contexte, il est difficile d'accorder du crédit aux propos d'Ihsane Haouach, fréquentant des associations proches des Frères, qui affirme ne pas connaître les Frères musulmans, « ni de près ni de loin ».

Un Évènement méconnu et dénié

Malgré ces théories inquiétantes pour les démocraties, l'auteur insiste sur la méconnaissance de l'ampleur quantitative et qualitative du phénomène, ainsi que de ses effets possibles, voire de son déni « universaliste », notamment de ses multiples implications en matière de cohabitation, dans une même société, de groupes de plus en plus hétérogènes. Simone développe une typologie des modes de vivre ensemble, du « monocultarisme pluriel » (expression de l'économiste et philosophe indien Amartya Sen) qui lui semble plus juste que l'expression « multiculturalisme » lorsque des communautés différentes cohabitent de manière étanche l'une à côté de l'autre, à l'assimilation dans la culture du pays d'accueil – en passant par le « *melting pot* » lorsque les populations et cultures se mélangent, voire au « *salad bowl* » lorsque les cultures d'origine maintiennent certains traits distinctifs.

Il rappelle en passant le « loi d'Hansen », du nom de Marcus Lee Hansen, un des premiers historiens américains ayant travaillé sur l'immigration dans les années 1930 : « *Ce que le fils veut oublier, le petit-fils veut se le rappeler* ».³ Une réaffirmation possible de l'identité culturelle d'origine chez la troisième génération qu'il a observée à l'époque (est-ce valable pour le petit-fils de Frederick Trump ?) mais que l'on semble bien voir à l'œuvre aujourd'hui, et pas seulement chez les « fils ». On pourrait appliquer cette « loi d'Hansen » à d'autres domaines.

Raffaele Simone croise cette typologie des cohabitions avec les différents espaces sociaux – privé, collectif et public – en montrant que les effets sociétaux ne sont pas les mêmes selon le type d'espace concerné. Si la pluralité culturelle et religieuse ne pose pas trop de problèmes dans la sphère privée, il n'y va pas de même dans la sphère collective et surtout publique. Comment concilier une vie politique et sociale, notamment dans le domaine de la législation ou de l'éducation et de l'enseignement, où ce sont les lois des humains qui prévalent en démocratie, avec ceux et celles qui militent et agissent pour la prééminence des Lois de Dieu (de la coutume, du clan, du patriarcat...) ?

Ajoutons que Simone, qui est philosophe et linguiste, fait une assez longue analyse historique et sémantique de « la figure du *xénos* », de l'étranger et de l'inconnu, et de celle du couple l'hospitalité/hostilité dans différents cas de figure. L'hospitalité pouvant être gracieuse, fortuite, payante, bouleversante, urgente, mais ne résume pas à une notion intemporelle et univoque que certains philosophes, comme Derrida ou Badiou, ont développée. Ce chapitre éclairant mériterait un développement, mais qui serait trop long dans le contexte de cet article.

Retournements

Notons par ailleurs que l'on assiste ces dernières années en Europe à un retournement des mesures politiques face à la « Grande Migration », et pas seulement dans le chef des populistes de droite et d'extrême droite (dont le succès grandissant auprès des électorats populaires doit être interrogé autrement que par la diabolisation et la « lepenisation des esprits »). L'exemple le plus frappant est celui des partis sociaux-démocrates scandinaves, notamment danois et suédois, qui ont considérablement durci l'accès à leur territoire et projettent, dans le cas danois, de sous-traiter les demandes d'asile dans un pays africain (le Rwanda est approché dans ce but).

Il faut dire que des responsables politiques sociaux-démocrates et libéraux, notamment suédois, étaient allé très loin dans le reniement de

³ Marcus Lee Hansen est un historien américain d'origine scandinave (1892-1938) qui a travaillé sur l'histoire de l'immigration aux États-Unis jusqu'à sa mort à 45 ans. « Dans un essai publié en 1938 intitulé *The Problem of the Third Generation Immigrant*, il développe ce qui sera popularisé sous le nom de Hansen's Law (la loi d'Hansen). Cette hypothèse s'intéresse à la conservation de l'identité ethnique chez les immigrants et leurs descendants aux États-Unis, et peut être résumée au fait que cette identité culturelle s'estompe chez les enfants (la seconde génération), mais s'affirme chez les petits-enfants (la troisième génération). » (source Wikipédia)

leur propre culture et identité, comme le rappelle Raffaele Simone. Ainsi, Mona Shalin, ministre social-démocrate suédoise de l'intégration, avait, lors d'un discours dans une mosquée kurde (où elle était voilée), affirmé que « les Suédois étaient "jaloux" des Kurdes parce qu'ils avaient une histoire et une culture riches et fédératrices, tandis que les Suédois n'avaient que peu de fêtes ». D'autres responsables du même pays et d'autres partis, tel le premier ministre (libéral-conservateur et auteur de réformes économiques très libérales) Fredrik Reinfeldt en 2014, « avait déclaré à la télévision que les Suédois n'étaient pas intéressants, que les frontières étaient des constructions fictives et que la Suède (qu'il définissait comme une "superpuissance humanitaire") appartenant non pas à ceux qui y habitaient depuis des générations, mais à ceux qui venaient y chercher une vie meilleure ». Les exemples sont nombreux en Europe et Douglas Murray (2017) en a dressé un catalogue minutieux.

Dans ces conditions on ne s'étonnera pas de la déroute électorale de nombreux partis sociaux-démocrates en Europe au profit de partis plus nationalistes, sans parler de l'attitude des écologistes sur ces questions (notamment en Belgique et en France), qui explique sans doute le score dérisoire des Verts suédois (*Miljöpartiet*) qui obtiennent moins de 5 % des voix au pays de Greta Thunberg. On ne sait ce que l'éphémère nomination de Ihsane Haouach comme commissaire du gouvernement par les Écologistes belges leur vaudra comme retombées électorales, mais il est peu probable que des électeurs musulmans votent en masse pour un parti « radical-démocrate » qui défend les droits des LBGT. On peut, sur ce point, se rappeler les conséquences de la stratégie électorale du PS français basée notamment sur une note de son think-thank Terra nova en 2012, dont nous avons parlé plus haut.

On notera également, et Simone en parle, les mesures qui sont prises pour informer les migrants, voire les « former », au mode de vie, à la langue et aux principes politiques des pays européens où ils se sont installés. C'est notamment le cas en Allemagne où Angela Merkel, peu suspecte de xenophobie, a constaté « l'échec du multicultarisme » lors d'un discours à Potsdam en 2010, suivie par Cameron et Sarkozy. Une autre conséquence des positions du « club radical », selon l'expression de Simone, où se rejoignent des élites libérales de gauche et de droite, est évidemment le Brexit en bonne partie motivé par la question migratoire. Sans oublier les positions de la Hongrie, de la Pologne et d'autres, dont la Lituanie qui construit un « mur » avec la Biélorussie, depuis que l'autocrate Loukachenko a ouvert la frontière aux migrants par « chantage migratoire », inspiré par la Turquie (qui construit à son tour un mur à la frontière iranienne, suite à la victoire des Talibans en Afghanistan) ou le Maroc. La Pologne vient de faire de même.

Un oublié : la décolonisation culturelle

« Les leçons de la réalité », tel est le sous-titre que l'auteur donne à divers événements – notamment ceux de Cologne et des agressions similaires de femmes dans d'autres villes allemandes, en Suède et en Suisse en 2016, qui incitèrent l'écrivain algérien Kamel Daoud à publier une tribune dans *Le Monde*, lui valant de violentes attaques du « club

radical » – qui induisent ces retournements politiques, même si les plus spectaculaires de ces derniers n'étaient pas encore connus de Simone.

Il y a cependant une dimension qu'il ne mentionne pas et qui nous semble très importante, car elle impacte autant les « nouveaux entrants », leurs pays d'origine que les « anciens arrivés ». Il s'agit de la perte d'attractivité du modèle occidental de source européenne, dans la foulée de la décolonisation politique et économique. Ce que l'on appelle « la décolonisation culturelle ». Parmi les auteurs qui l'analysent, le philosophe et historien néerlandais Luuk van Middelaar l'a bien mise en lumière à partir d'événements concrets, dans son livre *Quand l'Europe improvise*, publié en français chez Gallimard en 2018.

Dans ce livre, l'auteur examine la manière dont l'Union européenne a fait face à quatre événements majeurs : la crise de l'euro (2010-2012), la crise ukrainienne (2013-2015), la crise des migrants (2015-2016) et la crise atlantique (Brexit-&-Trump, 2016-2017). Notons que la « crise des migrants » commence en 2015, l'année choisie par Simone comme date symbolique de la troisième vague migratoire qui marque la « Grande Migration ». Mais également que deux des autres crises lui sont en partie liées d'un point de vue géopolitique, à savoir la crise ukrainienne et la crise atlantique (l'élection de Trump n'est pas sans rapport avec la problématique migratoire et le changement de population aux USA, l'impérialisme russe en Ukraine avec le rejet du modèle occidental).

Comme nous l'avons synthétisé dans Europe, le taureau par les cornes : l'Union européenne doit « entrer dans le fleuve de l'Histoire et non plus vivre dans l'illusion de sa fin prochaine, d'une "nouvelle Jérusalem". Une fin de l'histoire dont elle serait le pôle et l'aimant incontestable, "l'attracteur universel". En effet, pendant de nombreuses années – dans le contexte d'une philosophie optimiste et évolutionniste de l'histoire, que venait confirmer la décomposition du communisme en Europe de l'Est en Russie – l'UE s'est pensée comme un "aimant" qui attirerait inéluctablement les autres pays à elle, à commencer par ses voisins (Pays de l'Est, Russie, Turquie, pays du Caucase). Ses "valeurs universelles" constituaient "une proposition que l'on ne pouvait pas refuser" (Gauchet). » Ajoutons que ce phénomène de décolonisation culturelle touche d'autres régions du monde, à commencer par la Chine et l'Inde, sans oublier le monde musulman.

En Europe même, ce phénomène global diminue la légitimité du modèle occidental auprès de nombreux migrants (certains sous l'influence de leur pays d'origine, comme la Turquie). Sans oublier qu'elle attise le syndrome de l'Europe coupable à travers des phénomènes comme la « cancel culture » et autre « islamogauchisme » au sens que lui donne Jean Birnbaum dans son article « La gauche et l'islamisme : retour sur un péché d'orgueil ». Enfin, aspect souvent oublié ou négligé, les migrations doivent également être analysées du point de vue des pays d'origine, pour lesquels ces flux sont souvent une perte d'initiative économique et de potentiel politique, comme l'analyse avec nuances Collier, économiste à Oxford et ancien chercheur à la banque mondiale, souvent cité par Simone. Ce point est aussi abordé par Stephen Smith

pour l'Afrique ou par le politologue bulgare Ivan Krastev pour l'Europe orientale qui raconte cette blague qui circule à Sofia : « Trois Bulgares habillés en costume traditionnel japonais marchent dans les rues de Sofia, sabre à la ceinture. "Qui êtes-vous et que voulez-vous ?" leur demande une petite foule très perplexe. "Nous sommes les sept samouraïs et nous voulons faire de ce pays un endroit où vivre mieux" répondent-ils. "Mais alors pourquoi n'êtes-vous que trois ?" leur demande-t-on encore. "Parce que nous sommes les seuls à être restés ; les autres sont tous à l'étranger". » (*Le destin de l'Europe*, 2017).

Politiques

Bien entendu, l'examen sans faux-fuyant de ce que Simone nomme la « Grande Migration » en Europe ne devrait pas nous renfermer face aux richesses et ressources de la diversité. Mais cela à condition qu'elle ne mine pas le fondement de ce qui attire nombre de migrants en Europe, à savoir l'autonomie démocratique, les libertés, droits et coopérations associés, ainsi que la prospérité, la redistribution et la protection sociale. Que ce soit par le biais de bouleversements culturels et religieux, induits par un nombre croissant de « nouveaux entrants », ou par la réaction populiste, voire violente d'une partie de la population autochtone. Comme l'écrit Collier cité en épigraphe (cela avant le Brexit, l'édition anglaise datant de 2013) : « Si les Bangladais d'Angleterre constituent "la communauté bangladaise" et les Somaliens "la communauté somalienne", il est presque inévitable que les indigènes finissent par devenir "les Anglais". Or, si les choses évoluent ainsi, le sens de la nationalité partagée s'évanouira ; c'est un boulevard qui s'ouvre devant les slogans tels que "L'Angleterre aux Anglais" ».

Par conséquent, le volume de la « Grande Migration » et ses effets sont liés aux politiques menées en Europe. Si elles sont « multiculturalistes » au sens du « monocultarisme pluriel » (Amartya Sen), elles favoriseront la croissance de diasporas culturellement et politiquement séparées (jusqu'aux exemples extrêmes vus en Grande-Bretagne), qui elles-mêmes encourageront les flux migratoires et ainsi de suite. À la limite, les immigrants se transformeront en « colons » avec la conséquence, comme le note abruptement Collier, que « en se comportant comme des colons, et peut-être sans en avoir pleinement conscience, les immigrés semblent appeler de leurs vœux l'importation des institutions dysfonctionnelles... auxquelles ils avaient échappé en partant. »

Par contre, si, en sus des politiques de contrôle des flux migratoire, elles penchent, soit vers « l'assimilation », soit vers la « fusion », l'intégration des nouveaux arrivants sera favorisée et les flux maîtrisés. Avec des effets potentiellement bénéfiques à long terme pour les pays d'origine. L'ensemble du phénomène – actuellement en recul suite à la pandémie – nous paraît devoir aussi être paradoxalement analysé dans le contexte global la perte d'attractivité du modèle occidental, autant à l'externe (Russie, Chine, Inde, monde musulman...) qu'à l'interne (diasporas, pensée décoloniale, populisme...). L'enjeu n'est pas mince.

Bernard De Backer, septembre 2021

Addendum

Il me semble utile de préciser que j'ai travaillé plusieurs années dans le champ des migrations, dans la ville et la province de Namur. J'y ai réalisé des études sur les populations immigrées et réfugiées dans la région, effectué de nombreuses interviews, organisé des évènements avec des communautés migrantes, rencontré divers acteurs, participé à des colloques, écrit des rapports de recherche. Durant la même période, j'ai voyagé dans les pays d'origine de certains migrants ou réfugiés : au Maroc, en Turquie, en Albanie et au Bangladesh. Ma vision du début, correspondant *grosso modo* à celle de l'« Europe coupable » et d'un universalisme un peu irénique, a progressivement changé au gré de ces travaux, rencontres et voyages (ainsi que d'autres ultérieurs), avec les lectures associées. Ma perception rejoue aujourd'hui celle de Simone, avec des réserves ou compléments dont témoigne ce texte.

Références

Bastenier Albert, « Immigration et nouveau peuplement européen », *La Revue nouvelle*, mars 2005

Birnbaum Jean, « La gauche et l'islamisme : retour sur un péché d'orgueil », *Le Monde*, 25 novembre 2020

Collier Paul, *Exodus. Immigration et multiculturalisme au XXI^e siècle*, L'Artilleur, 2019 (*Exodus. Immigration and Multiculturalism in the 21th century*, Penguin Books, 2013) ; Comme écrit l'auteur au sujet de son livre : « J'ai tenté, ici, de bousculer les positions tranchées : l'hostilité à l'encontre des immigrés d'un côté, teinté de xénophobie et de racisme, très répandue parmi les citoyens ordinaires ; en face, un refrain méprisant des élites économiques et libérales, appuyé par les sociologues, en vertu duquel l'ouverture des frontières continuera à produire d'importants bénéfices et relève d'un impératif éthique. »

Debray Régis, *Éloge des frontières*, Gallimard, 2010

Frontex, carte interactive des entrées irrégulières en Europe avec pays d'origine

Lagrange Hugues, *Le déni des cultures*, Seuil, 2010

Krastev Ivan, « L'autre Europe face aux migrants », *Le Débat* n°192, novembre-décembre 2016

Krastev Ivan, *Le destin de l'Europe. Une sensation de déjà vu*, Éditions Premier Parallèle, 2017

Murray Douglas, *The strange Death of Europe*, Bloomsbury, 2017

Simone Raffaele, *La Grande Migration et l'Europe*, Gallimard, 2021 (titre original, *L'Ospite e il Nemico. La grande migrazione e l'Europa*, Garzanti, 2018)

Smith Stephen, *La Ruée vers l'Europe*, Grasset, 2016

Trois blogs belges de gauche ayant des visions très différentes sur le sujet (en particulier l'islam et l'islamisme)

Mœurs et humeurs, de Michel Guilbert ancien sénateur écologiste belge vivant en France.

Le blog cosmopolite, d'Henri Goldman (ancien rédacteur en chef de la revue *Politique*, auteur de *Le rejet français de l'islam*, PUF, 2012)

Un blog de sel, de Marcel Sel (écrivain et journaliste belge, co-auteur de *Cachez cet islamisme... Voile et laïcité à l'épreuve de la Cancel Culture*, La Boîte à Pandore, 2021)

Sujets apparentés sur *Routes et déroutés* (avec ressources associées)

Développement, un facteur invisible ?, novembre 1998 (première parution dans la revue *Politique*)

La démocratie ne promet pas le paradis, mai 2015 (première parution en octobre 2001 dans la revue *Imagine*)

Le culturalisme dans tous ses états, *La Revue nouvelle*, octobre 2015

Mondialisation, virus et anticorps, *La Revue nouvelle*, janvier 2016

Hétéronomes homonégatifs ?, *La Revue nouvelle*, mars 2016

Paniques démographiques à l'Est, *La Revue nouvelle*, décembre 2017

Populisme, le parti pour le tout ?, *La Revue nouvelle*, juin 2018

Allumettes suédoises, septembre 2018

Zadig ou l'arme de comparaison massive, janvier 2019

Europe, le taureau par les cornes, mai 2019

Extension du décolonial, octobre 2020

Dans l'autre sens : sur les parcours et les destins de deux millions émigrants européens vers l'Amérique du nord, de 1873 à 1934, voir le musée Red Star Line à Anvers

Le musée Red Star Line

Baumann Roland, « Anvers. Red Star Line Museum », *La Revue nouvelle*, décembre 2013

Dernière minute : Afghanistan

Carrasco Mayte et Mettelsiefen Marcel, « Afghanistan, pays meurtri par la guerre », 2019, Arte 2021. Un remarquable documentaire en quatre parties sur l'histoire afghane depuis les années 1960, datant d'avant la seconde victoire des Talibans. Il montre l'opposition villes/campagnes recoupant celle de démocratie/théocratie au cœur de la victoire des Talibans (et des Moudjahidines avant eux). Un bon rappel historique, culturel, et politique qui associe les dynamiques internes (ethniques et religieuses, expliquant les deux guerres civiles) et externes (invasion soviétique, intervention américaine) d'un pays écartelé. Une histoire emblématique qui se joue ailleurs, non sans rapport avec « La Grande Migration ». Il montre aussi l'ignorance des Occidentaux d'un monde qu'ils méconnaissent, à l'externe comme à l'interne (diasporas). Comme le confie une capitaine américaine engagée en Afghanistan : « Je n'étais jamais sorti de mon pays et je me suis rendu compte combien le monde était complexe et combien j'étais naïve ». On n'exporte pas la démocratie par les armes, on ne l'exporte peut-être pas du tout ou rarement. En Europe, l'acculturation démocratique se fait par l'intégration et non le multicultarisme (entendu comme « monocultarisme pluriel »).